

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl MARX

l'étincelle

PSA Cormelles-le-Royal 18 décembre 2020

Pour tout CONTACT : npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA : www.npa-auto-critique.org

DES MILLIARDS POUR EUX ET POUR NOUS... LE BÂTON!

Macron sait faire ses choix : tapis rouge pour les dictateurs et manifs interdites, gaz lacrymos et gardes à vue pour les contestataires. En grande pompe, il a reçu le dictateur égyptien al-Sissi, lui a décerné la légion d'honneur, en tenant à distance les journalistes qui auraient pu poser des questions désagréables : les affaires sont les affaires, et 24 avions de chasse Rafale, cela fait 5,2 milliards de bonnes raisons de laisser de côté les 60 000 prisonniers d'opinion en Égypte.

D'autant plus que, ici en France, Macron, Darmanin, le ministre de l'Intérieur, et Lallement, le préfet de police de Paris, piétinent chaque jour davantage les libertés individuelles et collectives. Car, voyez-vous, la démocratie des riches, ça se protège.

Ça ruisselle... de bas en haut!

D'un côté, l'argent gratuit pour les grands patrons qui vivent à crédit avec 460 milliards d'aides, de l'autre 6 millions de chômeurs et 10 millions de pauvres. Pour l'hôpital public, un régime de sous-effectif, de pénurie organisée et des fermetures de lits (même en réanimation!). Le budget de l'armée augmenté de 4,5 % cette année et, pour l'Éducation, des classes et des établissements surchargés.

Ce à quoi il faut encore ajouter leur incompétence. Ce n'est même pas nous qui le disons, mais les sénateurs, qui ont révélé cette semaine, preuves à l'appui, le gâchis de masques et l'impréparation du gouvernement.

Une politique de répression préventive

Le journal patronal *Les Échos* titrait le 1^{er} décembre sur... les profits record de la Bourse de Paris et, le 9 décembre, sur ceux de Wall Street. Alors, pour protéger leurs profits et leur jolie démocratie, comme par le passé, ils mobilisent la matraque et ils peaufinent de nouvelles lois. Leur objectif est transparent : rendre invisibles les violences policières, empêcher que se manifestent des oppositions politiques en dehors de leur Parlement complaisant.

Macron (comme Hollande avant lui) avait commencé en s'attaquant aux droits syndicaux et au Code du travail. Il poursuit avec le fichage des opposants, qui ne se fera plus sur des activités supposées mais sur des opinions. Les drones équipés de systèmes de reconnaissance faciale seront le nouveau visage de la démocratie électronique de Macron.

Et, en espérant rendre l'acceptation plus facile, on attise la haine et les préjugés contre les musulmans scandaleusement amalgamés à des terroristes. Les lois « Sécurité globale » et « contre les séparatismes » peuvent se résumer à une surveillance accrue et une répression plus dure. Avec ces lois, le gouvernement parie sur la division parmi les pauvres et les exploités. Leurs affaires pourront ainsi continuer discrètement, c'est du moins ce qu'ils espèrent.

Le pouvoir sécuritaire se sent assez sûr au point que le préfet de Paris n'hésite pas à apporter un soutien officiel aux policiers impliqués dans le tabassage du producteur de musique Michel Zecler. Au point aussi d'intimider les organisateurs officiels des manifestations contre ces lois liberticides en interdisant rassemblements et défilés, en multipliant les arrestations préventives... jusqu'à des gardes à vue de jeunes de 17 ans dont le seul tort est de manifester.

Ne lâchons rien!

Cela n'a pas empêché, même en cette veille de vacances de fin d'année et malgré toutes ces mesures d'intimidation, que des milliers de personnes expriment le rejet de ce tour de vis autoritaire. Dans tout le pays, des manifestations ont eu lieu, le plus souvent avec calme, détermination, et sans violences. Cette énergie sera nécessaire et devra s'étendre pour affronter ensemble les plans de licenciements déjà annoncés et que le patronat prépare pour 2021. Nous n'obtiendrons que ce que nous prendrons!

On ira jusqu'au retrait, scandaient ce week-end les manifestants. Retrait de l'article 24, retrait de la loi toute entière, retrait du ministre de l'Intérieur et d'autres... et pourquoi pas, retrait de leur sale politique, qui consiste à faire payer la crise aux plus pauvres!

Panier de rêve

Le panier garni de Noël cette année : plein de bonnes choses qu'on aimerait s'offrir... plus souvent si nos salaires avaient la même allure.

À Noël, le vrai plaisir c'est le partage

Pour les intérimaires, le cadeau de Noël s'est limité au sachet de chocolat de 40 grammes. Pas de quoi faire une crise de foie sur son poste... Mais au passage de quoi méditer sur la manière dont la direction entretient dans les moindres détails la barrière entre nous.

Qu'on soit CDI ou intérimaire, c'est grâce à chacun d'entre nous que cette usine tourne. C'est grâce à nous tous que PSA fait ses milliards de profits. Et c'est ensemble qu'on peut se battre pour récupérer ce qui devrait nous appartenir.

Un signe qui ne trompe pas

Confiante dans l'avenir, la famille Peugeot a augmenté de 2 % sa participation dans le capital de PSA.

Alléchée par la fusion avec Fiat-Chrysler dans le nouveau géant Stellantis (qui sera n°4 mondial!), les Peugeot avouent ainsi deux choses : d'abord que PSA se porte très bien quoi qu'en disent ceux qui pleurent la bouche pleine ; ensuite que les travailleurs de PSA, Fiat ou Chrysler auront bien des luttes à opposer à cette frénésie d'exploitation avec laquelle les profiteurs de tout rang comptent étancher leur soif...

5 ans après...

... l'achat par Rennes métropole à PSA de 53 hectares de terrain à son côté de son usine de La Janais, la « réindustrialisation » n'a toujours rien donné.

Ah si, il est question d'implanter une unité de l'ERIS, cette police spéciale qui réprime les mutineries dans les prisons françaises (qui sont, rappelons-le les 3èmes pires d'Europe...). Remplacer une usine par une prison, tout un symbole...

Les SMRC gagnent une première manche

SMRC fabrique des tableaux de bord pour PSA à Rougegoutte (pas loin de Sochaux et Mulhouse), et y emploie 740 salariés dont 300 intérimaires.

La direction veut imposer les samedis travaillés à sa guise, supprimer tout ou partie des 15 jours annuels de RTT, et elle venait d'annoncer pour commencer la suppression de deux pauses quotidiennes de dix minutes à partir de janvier.

La grève s'est déclenchée dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 décembre. Dès le 1^{er} jour, la production était réduite de moitié. La direction a joué la montre, pensant que le mouvement ne durerait pas assez pour impacter ses livraisons à PSA. Mais quand l'inverse s'est produit, elle a vite concédé le report de la sup-

pression des pauses et une prime de 150 euros pour tous les salariés de l'usine, intérimaires inclus.

Tout n'est pas réglé. Mais les grévistes ont fait la démonstration que la lutte paie. Un acquis précieux pour la suite...

Les salariés de GE n'en resteront pas là

Contre un plan social qui menace de nouveau plus de 250 postes (la moitié de l'usine), les travailleurs de General Electric à Villeurbanne (Rhône) sont en grève depuis trois semaines. La direction a lâché sur certains aspects, mais pour ramener les salariés au niveau du premier plan social que les patrons avaient fini par retirer... afin d'en concocter un bien pire.

Depuis la vente d'Alstom en 2015, le groupe General Electric promettait 1 000 créations d'emplois : on est à 3 000 suppressions de postes ! En s'adressant à d'autres, les salariés de GE pourraient aussi devenir emblématiques de la lutte de tous les travailleurs contre les licenciements.

MENSONGES DE DARMANIN Derrière le chiffre bidon des 142 «Casseurs» arrêtés se cache le recours massif aux arrestations arbitraires



Le président des 0,1 %

Selon le Sénat, l'ensemble des réformes fiscales menes par Macron depuis son élection, à commencer par la suppression de l'ISF, ont permis aux 0,1 % de Français les plus aisés de s'enrichir plus que jamais : + 25 % depuis 2017! Il faut dire que les dividendes, moins taxés grâce à Macron, ont augmenté de 60 % en 2018, pour atteindre 23,2 milliards d'euros.

Alors que la précarité explose en France comme ailleurs avec le Covid-19, le gouvernement s'est gardé de se féliciter de ce résultat : il y a deux ans à peine démarrait le mouvement des Gilets jaunes qui revendiquait la justice fiscale et le retour de l'ISF!

Dicton du jour

« Le monde appartient à ceux dont les ouvriers se lèvent tôt ». Coluche